

n°124 • mai 2021 • trimestriel

# Liaisons

LE MAGAZINE DE LA PRÉFECTURE DE POLICE



La préfecture  
DE POLICE

**AU JOUR**  
**LE JOUR**



## PRÉFECTURE DE POLICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



### Directrice de publication

Laetitia Vallar

### Coordination

Bérandère Goupil  
Florence Berthet  
David Lolo

### Rédactrice en chef

Agnès Canavélis

### Graphiste

Laure France

### Iconographe

Jennifer Pajon

### Photographes

Olivier Balanqueux  
Manuel Chastanet  
Guillaume Darque  
Jean-François Guiot / DSPAP  
Laurent Huet  
Damien Le Mellec  
Romain Rhéau  
Carlos Rodrigues  
Roger Sam  
Joris Vautier  
Dominique Venière  
Sebastien Vitré

### Diffusion interne

Unité Événementiel

### Conception et réalisation

Service de la communication  
1 bis rue de Lutèce  
75195 Paris cedex 04  
Fax : 01 53 71 57 75  
ppcom-liaisons@interieur.gouv.fr  
Rédaction : 01 53 71 42 34

### Impression

Direction de l'information  
légale et administrative  
Tirage : 25 000 exemplaires  
N° de commission paritaire : 0211BO7717  
ISSN : 1165-9831  
ISBN : 978-2-11-157351-2 (papier)  
ISBN : 978-2-11-157352-9 (PDF web)

### AVERTISSEMENT

L'autorisation de reproduire textes, illustrations et photos sous © préfecture de Police, doit être demandée au service de la communication de la préfecture de Police.

La  
**documentation**  
Française

Édition et diffusion  
Direction de l'information légale  
et administrative  
La Documentation française  
<https://www.vie-publique.fr/publications>

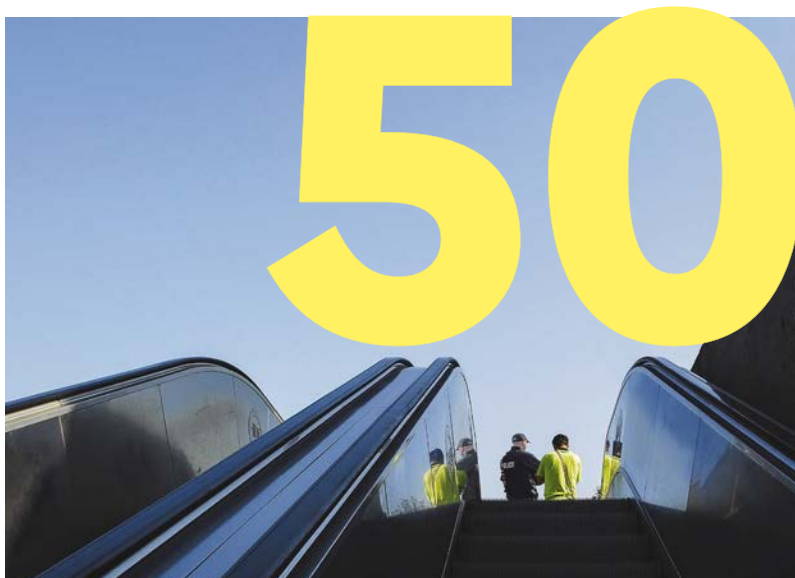


## Sur le fil

- 10 MOMENTS CHOC
- 12 JULIETTE ALPHA  
FAIT TOUTE LA LUMIÈRE
- 16 SAUVÉE DES FLAMMES
- 18 LE POIDS DES MOTS
- 22 L'URGENCE AU BOUT DU FIL
- 24 DANS L'ENFER DU BATACLAN
- 26 AU CŒUR DE L'ASSAUT
- 28 QUAND TOUT BASCULE

## Paix sur la ville

- TOURNER LA PAGE 32
- ANGOISSE AU BOUT DU FIL 34
- UN ARNAQUEUR DANS MON SALON 36
- LE SILENCE EST D'OR 38
- AUTRE AMBIANCE 40
- UN PARTENARIAT 42  
DE TOUS LES INSTANTS
- PSG ET PP, ENSEMBLE SUR LE TERRAIN 46



## Trajectoires

- 52 APRÈS LA VIOLENCE...
- 54 UNE DEUXIÈME FAMILLE
- 56 CRISTINA CORDULA  
« LA FRANCE, C'EST MON PAYS »
- 60 SUR LES CHAPEAUX DE ROUES
- 62 KABOUL-PARIS
- 64 ENFIN TITULAIRE !

# SAUVÉE des flammes



Les pompiers confrontés à un très violent feu d'immeuble dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Plus de 60 sauvetages auront été réalisés dans des conditions extrêmes au moyen des échelles à main et des échelles à crochets. © BSPP/B.MOSER

Quand mon réveil a sonné à 05h45, le 5 février, j'avais un SMS de ma fille envoyé à 0h41 : « *Je vous aime* ». Ce message m'a glacée. Que se passe-t-il ? N'osant pas la réveiller, je lui ai répondu : « *Nous aussi* ». Et puis, toujours inquiète, au moment de prendre mon petit déjeuner, j'ai allumé la télé. L'horreur. Les images. Le reporter qui parle du 17 bis rue Erlanger et déjà six morts. J'appelle aussitôt ; ces cinq ou six sonneries m'ont paru interminables. Puis la voix de ma Flavie en pleurs : « *Ne t'inquiète pas maman, je vais bien. Je suis à Georges Pompidou. Les pompiers, ils sont super, je leur dois tout, chapeau !* ». Son père a pu partir la retrouver dans la journée. Petit à petit, elle nous a raconté : le réveil dans la nuit avec des gens qui criaient et couraient. L'impossibilité de fuir par l'escalier, la tentation de sauter lorsqu'on se sent piégé. Et puis, la lucidité de penser à son petit lapin : ne pas l'abandonner. Elle a eu le réflexe de le mettre dans sa cage de transport et d'attendre avec lui sur le rebord de la fenêtre du 4<sup>e</sup> étage. Elle a dit : « *Il y avait les cris, la jeune femme qui a sauté, et les gens de l'immeuble d'en face qui regardaient. Très vite, un pompier est venu me chercher ; pas question d'emmener le lapin. Nous sommes descendus à l'étage du dessous, il a cassé un carreau, tout était enfumé. Je me suis mise à tousser, il m'a mis un masque et portée sur son dos. Il a couru pour me sortir de là : je ne sais pas comment il a fait pour se diriger, on n'y voyait rien. Sortie de cet enfer, je les ai tous remerciés. J'étais tirée d'affaire et eux avaient encore beaucoup à faire* ». Voilà le récit de ma fille, très choquée mais en vie, grâce à vous tous.

Vous avez aussi sauvé le lapin ! Jeudi, avec mon mari, elle est retournée rue Erlanger pour savoir si quelqu'un avait vu une petite cage. Ma fille n'y croyait plus. Quinze minutes après avoir raconté cela à un policier, après qu'il a passé un coup de fil, on lui rapporté la petite boîte avec son occupant en pleine forme, un peu trempé mais vivant ! Pour Flavie, c'est énorme d'avoir retrouvé son animal, cela va l'aider à poursuivre son chemin. À 23 ans, certes, elle se retrouve avec des traumatismes qu'elle n'avait pas, mais elle est en VIE !

Merci d'avoir été là pour elle, sur sa route qui, grâce à vous, continue. (...). Vous êtes intervenus dans les pires conditions, prenant les plus grands risques pour sauver la vie de nos enfants. Merci. (...). La devise des sapeurs-pompiers de Paris : *sauver ou périr*, a été largement honorée par toutes les équipes présentes cette nuit-là. (...). Une pensée particulière pour le pompier qui a sauvé notre fille, un grand merci à lui, nous ne l'oublierons pas. Nous sollicitons pour tous une décoration. Prenez soin de vous et de vos familles. Et encore MERCI.» ■

Isabelle, Luis, Flavie et Otto le lapin.

**LA BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS****Une intervention  
HORS-NORME**

Dans la nuit du 4 au 5 février 2019, 300 sapeurs-pompiers ont lutté sans merci contre un incendie d'une rare ampleur dans un immeuble enclavé de la rue Erlanger, à Paris. Au péril de leur vie, ils ont sauvé 64 personnes, illustrant leur engagement inaltérable et leur capacité d'adaptation à tous les types de sinistres.



© BSP/JP.MOSER

**D**es flammes et des fumées noires sortant des étages, des personnes affolées appelant à l'aide depuis les fenêtres, les corniches et les toits, dont certaines prêtes à se jeter dans le vide : telle est la vision de chaos que découvrent les sapeurs-pompiers de Paris en arrivant dans la cour de l'immeuble du 17 bis rue Erlanger, cette nuit de février 2019. « J'ai immédiatement analysé la situation, anticipé son évolution et demandé tous les renforts humains et matériels nécessaires pour effectuer les sauvetages et éteindre ce feu d'une grande violence », explique l'adjudant Jérôme. Deux heures durant, dans un mouvement continu, les pompiers montent aux échelles et en redescendent, une à une, chaque personne de l'immeuble en flammes. Certaines sont inconscientes ou dans le coma. « On n'avait qu'une seule idée en tête, sauver les gens sans penser aux risques qu'on prenait », raconte le caporal-chef Christophe. Pour monter d'étage en étage, la configuration de l'immeuble, enclavé derrière un autre bâtiment, oblige les équipes à utiliser manuellement des échelles à crochets dans le prolongement des échelles à coulisse. Il est en effet impossible de se servir des échelles aériennes, déployées depuis des engins qui ne peuvent pas pénétrer dans la cour : « Les fenêtres des façades n'étant équipées ni de garde-corps ni de rambardes, les crochets des échelles ne tenaient pas facilement sur leur rebord. À un moment, j'ai senti la mienne glisser de quelques centimètres et j'avoue que j'ai eu peur de

**« CE SOIR-LÀ,  
CLAIREMENT,  
NOTRE DEVISE  
SAUVER OU  
PÉRIR, A PRIS  
TOUT SON  
SENS »**

tomber avec la victime sur mon dos », confie le caporal Aurélien. Au total, 64 sauvetages seront effectués au moyen des échelles à mains mais également à l'intérieur des bâtiments, où les pompiers récupèrent des personnes à la limite de l'évanouissement, dans les couloirs ou au sein même des logements, après avoir forcé les portes.

**7 heures d'intervention**

« Face à la gravité de la situation, j'ai dû déployer le plan Rouge ainsi qu'un renfort de commandement pour faciliter l'organisation de cette opération qui a rassemblé environ 330 sapeurs-pompiers et une centaine de véhicules à positionner dans des rues étroites », explique le lieutenant-colonel Guesdon, du 3<sup>e</sup> groupement d'incendie et de secours. Il faudra attendre 6h58 pour entendre sur les ondes « feu éteint ». Le bilan final sera de dix personnes décédées dont un enfant, une victime en urgence absolue et trente en urgence relative, dont six soldats du feu. Le plan Rouge aura permis la prise en charge d'un grand nombre de victimes et l'évacuation de vingt-et-une d'entre-elles vers des structures hospitalières. « Ce soir-là, clairement, notre devise, Sauver ou périr, a pris tout son sens », observe le sergent Baptiste avec beaucoup d'émotion. « Nous sommes fiers d'avoir mis notre vie en danger pour celle des autres. Après, on ne peut oublier qu'il y a eu dix victimes. Sans vraiment parler de sentiment de culpabilité, des questions surgissent comme : est-ce qu'on n'aurait pas pu... si j'avais su... Et l'adjudant Jérôme de poursuivre, les yeux embués : « Cette intervention restera marquante pour toute la brigade et c'est une fierté d'y avoir participé, même si, à titre personnel, elle reste un souvenir très dur ».

DÉCRYPTAGE



**APPELS D'URGENCE**

## L'urgence AU BOUT DU FIL

Chaque jour, des milliers d'appels de détresse convergent vers la plateforme des appels d'urgence de la préfecture de Police (PFAU). Rivés au téléphone, policiers et sapeurs-pompiers de Paris n'ont que quelques secondes pour sauver des vies. Matthieu Kondryszyn, brigadier de police et le caporal-chef Maxime de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, livrent les ressorts de leur métier.



### En quoi consistent vos missions ?

**MATTHIEU KONDRYSZYN :** À réceptionner les appels passés au 17 police-secours et au 112 (numéro européen), à recueillir rapidement les informations utiles auprès de l'appelant (présence ou non de blessés, d'une arme, signalement des auteurs, etc.), à évaluer le degré d'urgence et envoyer la demande d'intervention au commissariat concerné. Les précisions obtenues permettront aux équipes de sécuriser les lieux et de se protéger.

**CAPORAL-CHEF MAXIME :** À répondre aux appels d'urgence passés au 18 (sapeurs-pompiers) ou au 112 pour tous motifs (accidents domestiques, chutes, détresses respiratoires, douleurs thoraciques, accidents de la circulation, feu, etc.) et à recueillir les informations nécessaires pour déclencher l'intervention la mieux adaptée.

### Comment évaluez-vous l'urgence par téléphone ?

**MK :** Quand on intègre la PFAU, on suit une formation initiale puis continue. Le degré d'urgence dépend de plusieurs facteurs : présence d'armes, violences, nombre de malfaiteurs, etc. Un vol à main armée, un cambriolage en cours ou des violences conjugales par exemple seront qualifiés de « très urgents », l'intervention policière pouvant permettre à la fois de sauver des vies et d'interpeller des individus en flagrant délit. Un cambriolage déjà consommé sera en revanche simplement qualifié d'« urgent ».

**CCM :** Cela passe par un questionnaire précis sur les circonstances, le nombre et l'état des victimes pour mettre en œuvre la procédure adéquate. En attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers sur place, je donne des conseils de secourisme par téléphone pour

prodiguer les premiers gestes à la victime (massage cardiaque, point de compression, garrot, mise en position latérale de sécurité, etc.) : ces fameux « gestes qui sauvent » sont souvent décisifs pour sa survie. Je déclenche aussi l'intervention des volontaires référencés sur l'application « *Staying alive* »\* les plus proches, qui sont déjà formés aux gestes de premier secours.

### Qui désigne l'équipe la mieux à même d'intervenir sur le terrain et quels sont vos outils ?

**MK** : Nous ne gérons pas les équipes intervenantes à notre niveau, c'est le commissariat qui prend le relais. Nous lui transmettons les informations informatiquement (fiches) via un logiciel et, pour les situations très urgentes, par un appel radio immédiat sur les ondes pour permettre à la patrouille la plus proche d'intervenir. Nous avons accès aux caméras du plan zonal de vidéoprotection pour suivre visuellement les événements les plus graves.

**CCM** : Une fois rentrées les caractéristiques de l'intervention dans le logiciel, celui-ci désigne les engins les plus proches, avec les personnels et matériels nécessaires à l'intervention, et je déclenche leur départ. Ensuite, ma mission consiste à recueillir auprès du « chef d'agrès » (responsable du véhicule d'intervention) le bilan médical de la victime : pouls, tension, taux d'oxygène dans le sang, etc. En fonction de ce relevé et du règlement en vigueur, soit j'envoie un véhicule médicalisé pour transporter la victime vers un hôpital adapté à sa pathologie, soit je demande conseil à notre régulation médicale qui prend sa propre décision. Et tout cela à mille à l'heure !

### Comment sont gérés les appels non-urgents ?

**MK** : Ils sont filtrés par les opérateurs de la salle de niveau 1, qui s'appuient sur un arbre de décisions et ne nous transmettent que les demandes nécessitant a priori une intervention policière. Ces opérateurs redirigent les appels non-urgents (renseignements, prises de rendez-vous au commissariat...) vers le numéro spécialisé 3430.

**CCM** : Les requêtes non urgentes (fuites d'eau, chats dans les arbres, etc.) sont d'abord filtrées par les opérateurs téléphoniques de la salle de niveau 1, commune avec le 17 police-secours. Ils font une première évaluation de l'urgence des appels puis les répartissent entre opérateurs téléphoniques pompiers et policiers de « niveau 2 », chargés de déclencher les interventions.

### Quel est l'intérêt de la présence sur le même site des opérateurs du 17 PS et ceux des sapeurs-pompiers de Paris ?

**MK** : C'est de gérer concomitamment les situations les plus urgentes grâce à des échanges facilités. Par exemple, un appel à police-secours pour une vic-

time blessée par arme à feu sera également pris en compte par les secours, et réciproquement. En cas d'attentat ou de gestion de crises, l'échange d'informations, en temps réel, représente une plus-value opérationnelle évidente.

**CCM** : Il permet le regroupement et le partage d'informations entre policiers et pompiers et donc une réponse très rapide en termes de moyens humains et matériels à projeter par chaque entité sur les lieux d'une intervention.

### Quelles sont les qualités nécessaires pour être opérateur ?

**MK** : En premier lieu, savoir garder son calme en toutes circonstances pour gérer un appel difficile ou quand le requérant est très énervé, voire insultant. Faire preuve d'empathie pour rassurer et conseiller les victimes tout en analysant rapidement la situation et en prenant les bons renseignements. L'expérience du terrain, une bonne connaissance des procédures d'intervention et de la topographie de la région parisienne sont également très importantes.

**CCM** : Être empathique, calme et pragmatique. L'expérience est aussi importante (j'ai passé sept ans sur le terrain), ainsi qu'une bonne connaissance des procédures et du règlement de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

### Un appel qui vous a particulièrement marqué ?

**MK** : Je me souviens souvent de cet homme qui disait vouloir en finir avec la vie et qui m'expliquait avoir passé une corde autour de son cou. J'ai dû parlementer de très longues minutes avec lui pour le raisonner : pendant ce temps, mes collègues géolocalisaient son téléphone portable. La personne a pu être sauvée.

**CCM** : Je n'oublierai jamais l'appel reçu pour l'incendie de Notre-Dame de Paris en 2019. Vers 18h50, une dame située face au monument m'explique que de la fumée sort du toit. Au début, elle la décrit comme étant blanche et je pense aux travaux en cours. Très vite, elle m'indique qu'on ne voit même plus la flèche. Je réalise soudain que c'est un feu de grande ampleur. J'avise ma hiérarchie en urgence et je fais partir les secours nécessaires.

Située à la caserne de sapeurs-pompiers de Champerret dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, la PFAU de la préfecture de Police rassemble 37 postes d'opérateurs téléphoniques dont 16 police-secours et 21 pompiers.

Les opérateurs s'y relaient 7 j/7 et 24 h/24 et 365 jours par an. Elle comprend une régulation médicale composée de médecins, d'infirmiers et de sapeurs-pompiers travaillant en relation avec le SAMU et les structures hospitalières.

À la pointe des nouvelles technologies, elle facilite la synergie entre les différents services participant à la gestion des crises sur la plaque parisienne.

### LES CHIFFRES EN 2020

#### AU 17/112

1 499 000 appels décrochés et filtrés ont entraîné 988 000 demandes d'interventions.

#### Au 18/112

1 230 361 appels décrochés et filtrés ont entraîné 423 442 interventions (80,4 % pour secours à victimes et 3,1 % pour incendies).

RENCONTRES

\* Cette application gratuite cartographie les défibrillateurs cardiaques et permet aux citoyens inscrits en tant que « Bons Samaritains » d'être sollicités pour effectuer un massage cardiaque en attendant l'arrivée des secours.

À l'image de ses constructions en Lego, Grégory a réussi à se reconstruire six ans après le drame du Bataclan. Il porte à la main un mug siglé de la brigade de recherche et d'intervention, dont il dit : « ces policiers m'ont sauvé la vie, je leur voue une reconnaissance éternelle ». @PRÉFECTURE DE POLICE

# Dans l'enfer du BATACLAN

Grégory fait partie des spectateurs pris en otage par les terroristes au Bataclan, le 13 novembre 2015. Il raconte comment sa vie a été suspendue pendant plusieurs heures avant l'intervention salvatrice de la BRI.

**M**on amie Caroline m'a offert ce concert des Eagles of Death Metal pour mon anniversaire et m'accompagne au Bataclan. Nous sommes positionnés au 3<sup>e</sup> rang du balcon. Le concert commence : super musique, bonne ambiance, tout le monde danse, tout va bien. Environ quarante minutes plus tard éclatent plusieurs bruits secs : je pense à un show pyrotechnique. Sauf que je ne vois aucun feu d'artifice. Ce qui nous paraît bizarre, c'est de voir les musiciens s'arrêter de jouer pour regarder ce qui se passe. Les spectateurs situés dans la fosse, devant la scène, se retournent eux aussi pour apercevoir quelque chose. Je prends conscience qu'il s'agit d'une attaque lorsque je vois les musiciens lâcher leurs instruments de musique et courir : c'est la panique. Mon amie se couche entre les rangs, le balcon se vide en quelques instants. La fosse est un carnage, les gens se font tirer dessus par rafales ou au coup par coup, et se battent pour tenter de gagner les issues de secours. Je dis à Caro : « Viens, on s'en va ». Elle me répond qu'elle préfère rester cachée ici. Alors

nous faisons les morts. À un moment, je me retourne et je vois s'ouvrir l'une des portes battantes du balcon, un terroriste surgit, armé de sa kalachnikov. La peur des instants précédents laisse place à une sorte de fatalité : nous allons mourir assassinés. Immédiatement, il ordonne : « Vous deux, debout ! » en nous menaçant de son arme. La peur revient. Je prends mon sac mais il lâche : « Pourquoi tu prends tes affaires ? Tu vas mourir... ». Il nous fait asseoir. Nous sommes bientôt rejoints par un petit groupe amené par un autre terroriste. Nous sommes à présent onze otages, huit hommes et trois femmes. Tout en exprimant leurs revendications « On est de Daesh, on vient de Syrie, Hollande tue nos femmes et nos enfants en Syrie et en Irak, alors nous on fait pareil... », l'un d'eux continue à tirer depuis le balcon la moindre personne qui bouge dans la fosse. (...) Brusquement, nous entendons des coups de feu et une explosion. Des milliers de flocons de poussière, comme de la neige, tombent du plafond. J'apprendrai bien après qu'un policier de la BAC a tiré sur un troisième terroriste situé sur la scène et tenant en joue plusieurs otages, et que ce dernier a activé son gilet d'explosifs.





## SOUS LA MENACE DES TERRORISTES

Les deux terroristes nous ordonnent ensuite de les suivre dans un couloir qui part du balcon et se termine en forme de coude, avec des escaliers descendant vers les loges. Deux fenêtres donnent sur la rue Amelot. Les terroristes ouvrent l'une d'elles et abattent quelqu'un dans l'immeuble en face. Ils visent aussi des policiers positionnés à l'angle de la rue Amelot et du boulevard Voltaire. Il y en a un grand, sûrement le leader, et un petit, beaucoup plus nerveux, que je sens capable de déraiper à n'importe quel moment. Le grand demande si quelqu'un a un briquet. À un otage, il ordonne de brûler quelques billets de 10 ou 20 euros : une sorte de symbolique bidon sur le capitalisme ou l'euro. L'un des otages affiche une sorte de rictus. « Pourquoi tu te marres, toi ? », aboie le plus grand des terroristes. Il le fait mettre debout contre le mur et tire une balle juste à côté de sa tête en menaçant : « Le prochain qui se marre, je lui mets une balle dans la tête ». Ce sera le dernier coup de feu avant l'assaut final. On nous demande de nous lever et de nous mettre en bouclier contre les deux fenêtres. Je sens que je vais m'évanouir et m'en ouvre à Caro qui m'encourage : « Non, ce n'est pas le moment ! ». L'un des terroristes m'interrompt - je pense qu'il va me tuer - et me demande d'aller récupérer au premier rang du balcon un sac. Depuis le balcon, j'ai une

vue plongeante sur la fosse où s'amoncellent des dizaines de corps dans une horrible odeur de poudre et de sang. J'attrape la sacoche remplie de chargeurs de kalachnikov et la tend aux terroristes : je prend conscience que je suis en train de les réarmer... Le petit nerveux m'ordonne de me positionner derrière la porte du couloir et de lui faire part du moindre bruit à l'extérieur. Pendant un long moment, je lui rapporte les râles de gens qui souffrent. Jusqu'à ce que des bruits d'allées et venues, des rumeurs d'évacuation, commencent à monter. J'entends : « Qui est valide, qui peut bouger ? ». Les terroristes nous somment de crier à travers la porte et les fenêtres qu'ils veulent négocier (...).

## L'ASSAUT

Soudain, de l'extérieur, quelqu'un tente d'ouvrir la porte contre laquelle je suis adossé. C'est un policier de la BRI. L'un des terroristes hurle : « Nous avons vingt otages », ment-il, « si tu essaies d'entrer, je fais tout péter ! ». La négociation débute. Plusieurs coups de fils sont échangés de part et d'autre. Puis, peu après minuit, une balle venue de l'autre côté du couloir traverse la porte et passe entre la tête de mon amie et celle d'une autre otage. Tout le monde est stupéfait. Ensuite, un coup monumental ébranle la porte. Je n'ai qu'une peur, que

les terroristes se fassent exploser contre le battant et que nous soyons immédiatement pulvérisés. Sous l'effet de ce coup, l'un des terroristes lâche sa kalachnikov et rejoint son collègue, toujours armé, au bout du couloir. Un deuxième coup est donné sur la porte. Tous les otages se mettent à terre. Je m'appuie de toutes mes forces sur la porte pour la bloquer car je redoute un massacre, d'autant que les terroristes continuent à vouloir négocier, ce qui représente encore une échappatoire pour ma vie. Je tiens encore le battant pendant le troisième coup puis, comprenant qu'il

*Je suis le plus  
bel exemple  
de la réussite  
de leur travail.*

n'y a rien à négocier et que la police a commencé l'assaut, je me mets à ramper au sol. La porte s'ouvre soudain, laissant apparaître le bouclier de la BRI. Un déluge de coups de feu est échangé au-dessus de nos têtes.

Les terroristes vident leur chargeur sur le bouclier des policiers, nous sommes tous à terre et les balles fusent. Le bouclier de la BRI, poussé par le premier policier de la colonne d'assaut, trébuche sur les petites marches situées derrière la porte et s'effondre en partie sur la hanche de mon amie Caro. Puis, l'ensemble des policiers arrivent chacun leur tour dans notre partie du couloir. Dans l'explosion des grenades assourdissantes, je pers l'ouïe et j'avale de la poussière. Survient ensuite une énorme détonation. Peu après, des otages sortent en marchant sur nous, dans l'affolement. J'essaie de me lever et d'emmener Caro, mais celle-ci est coincée sous le bouclier. Un policier me tire hors du couloir tandis que mon amie est aidée par un autre otage. À la sortie du couloir, une haie de policiers nous guident en nous suppliant : « Ne regardez pas la fosse, ne regardez pas la fosse ! ». J'atterris enfin dans une cour d'immeuble, où Caro me rejoindra un peu plus tard ainsi qu'un autre couple d'otages...

## LA BRI M'A SAUVÉ LA VIE

Aujourd'hui et pour toujours, je considère les policiers de la BRI comme mes sauveurs. Ils ont préservé la vie des onze otages et neutralisé les terroristes dans un couloir étroit avec une maîtrise extraordinaire. Je leur voue une amitié forte - même si nous ne nous voyons quasiment jamais, à part lors des commémorations - et une reconnaissance éternelle. Nous n'avons pas besoin de nous parler, un regard entre nous suffit pour nous rappeler ce que nous avons vécu. J'ai aussi une admiration et un respect sans borne pour tous les autres policiers intervenus, celui de la BAC qui a abattu un terroriste, ceux qui ont essuyé des tirs, l'enquêteur de la brigade de répression du banditisme qui m'a auditionné avec tant de gentillesse, et pour la psychologue de la préfecture de Police, bien sûr, qui m'a suivi pendant quatre ans et demi et m'a aidé à me reconstruire. J'ai beaucoup de plaisir à parler d'eux car je représente la raison pour laquelle ils se lèvent le matin : protéger les citoyens. Je suis le plus bel exemple de la réussite de leur travail. Pour moi, c'est important de le dire à l'heure où ils sont parfois mis à mal. ■

# APRÈS la violence...

L'histoire de madame X est celle d'un long calvaire qui a débuté peu après son mariage. Heureusement la brigade locale de protection de la famille s'est portée à sa rescousse.

**D**e nationalité française par sa mère, madame X vit séquestrée dans la famille de son mari de l'autre côté de la Méditerranée. Pendant des années, elle y est traitée comme une domestique. Son mari la violence régulièrement mais personne, dans sa belle-famille, ne trouve à y redire. Grâce à son mariage, l'homme obtient un titre de séjour en France où il s'installe, tout en retournant périodiquement dans son pays natal où vit



Au delà de la procédure, la brigade locale de protection de la famille apporte aux victimes un réel soutien psychologique notamment en leur rappelant leurs droits. © PRÉFECTURE DE POLICE

toujours sa femme, enfermée dans la maison familiale. En 2009, ne supportant plus cette vie de souffrance et d'humiliations, la jeune femme parvient à retourner en France et à rejoindre son époux avec leur premier enfant dans le studio insalubre loué par ce dernier à Saint-Denis. Le couple donne naissance à deux autres bambins. « Mon mari continuait à me frapper et à me violer », raconte-t-elle, les yeux embués. « Je n'en pouvais plus de sa méchanceté gratuite. À un moment, je me suis dit que soit j'allais au commissariat, soit j'acceptais de mourir sous

ses coups. Je suis allée porter plainte le 16 novembre 2018 ». C'est la brigade locale de protection de la famille du commissariat qui l'accueille. « Je me suis aussitôt sentie en sécurité et non plus dans cet état de faiblesse permanent », confie-t-elle ; « Les policiers m'ont donné du courage, même si j'avais peur de rentrer chez moi ».

Placé en garde à vue, le mari est déféré devant le juge d'instruction et mis en examen pour viol sur conjoint. Comme il donne une adresse où il reste joignable, il est laissé libre pendant l'instruction mais placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction d'entrer en contact avec sa femme de quelque manière que ce soit.

Sauf qu'en mars 2019, faisant fi des restrictions imposées par le juge, il s'installe dans un logement à moins de cent mètres de chez elle. « Un jour, il est revenu dans notre appartement, m'a roué de coups et frappée à la tête. Il m'a infligé une coupure juste sous l'œil », se remémore madame X avec effroi. Terrorisée, la jeune femme n'ose pas retourner au commissariat. La brigade locale de protection de la famille n'apprend cette nouvelle agression que plusieurs mois plus tard, à la faveur d'un coup de téléphone passé à madame X dans le cadre de la commission rogatoire délivrée suite à l'ouverture d'instruction. Fouzia, la responsable adjointe de la brigade locale de protection de la famille, instruit alors une nouvelle procédure pour violences conjugales suite aux déclarations de la jeune femme.

## TOUT RECOMMENCER

Au commissariat, l'enquête se poursuit. Un enfant de la plaignante est auditionné avec la plus grande bienveillance. À travers ses paroles, la policière découvre qu'à la violence du père s'ajoutent des conditions de vie insalubres. Une visite est alors programmée au logement de la plaignante sous la houlette du commandant Churlet, responsable des services de voie publique du commissariat et référent pour l'habitat indigne. Sur place, lorsque les policiers découvrent l'état de délabrement du logement familial, ils décident de réagir immédiatement. Mobilisant tous ses contacts chez les bailleurs sociaux, le commandant parvient à trouver un appartement plus grand pour madame X et ses trois enfants. Mère de famille elle-même, Fouzia est particulièrement touchée par les conditions de vie des enfants et organise une quête auprès de ses propres connaissances pour acheter des meubles et décorer le nouveau logement.

Madame X emménage le 20 juin 2020. Pour la petite famille, c'est une nouvelle vie qui commence : « Aujourd'hui, ma situation a changé du tout au tout. J'ai l'impression d'être au paradis ! J'ai une nouvelle maison, mes enfants sont en meilleure santé : avant, dans notre ancien logement, il y avait des problèmes d'humidité et ils étaient tout le temps malades. Ils sont aussi devenus beaucoup plus calmes. Je me sens enfin indépendante. À présent, j'aimerais suivre une formation d'assistante dentaire et gagner ma vie », affirme-t-elle, une petite flamme joyeuse dans le regard. Elle ajoute : « Les femmes en détresse doivent oser aller au commissariat. Les policiers sont là pour nous aider, ce sont eux qui m'ont redonné confiance. Croyez-moi, je peux vraiment dire : Vive la France ! » ■



Fouzia Mani, brigadier-chef et cheffe adjointe de la brigade locale de protection de la famille et le commandant Churlet, chef du service de voie publique au commissariat de Saint-Denis. © PRÉFECTURE DE POLICE

## BRIGADE DE PROTECTION DE LA FAMILLE

### Du cœur À L'OUVRAGE

Dans cette affaire comme dans tous les cas de viols et de violences commises au sein de la cellule familiale, ce sont les policiers de la brigade locale de protection de la famille de chaque commissariat de l'agglomération parisienne qui accueillent, auditionnent la victime (femme subissant des violences conjugales, mineur, personne âgée, etc.), établissent son préjudice corporel ou psychologique et mènent l'enquête. Pour l'aider et l'orienter, ils s'appuient sur les liens qu'ils ont tissés avec les partenaires comme la mairie, la maison des femmes, les associations et la psychologue du commissariat, le cas échéant. Au-delà de l'aspect purement procédural, investiguer dans cet univers hautement sensible qu'est la famille implique une empathie particulière pour les victimes.

« C'est nous qui avons reçu Madame X car les plaintes pour viol intrafamiliaux (mais également pour viols sur mineurs) sont systématiquement confiées à ma brigade, compte tenu de la psychologie particulière dont il faut faire preuve dans toutes les affaires touchant au milieu familial. Notre rôle est aussi de soutenir les victimes », précise d'emblée Fouzia Mani, brigadier-chef, cheffe adjointe de la brigade locale de protection de la famille. « Au départ, quand Madame X arrivait au commissariat, elle gardait la tête baissée, n'osant pas regarder les gens en face. Au fil de nos différentes entrevues, nous lui avons appris à se redresser, à s'affirmer. Des liens particuliers se sont tissés entre nous ; elle sait qu'elle peut venir me voir à tout moment, ne serait-ce que pour me parler. Même si nous ne sommes ni des psychologues, ni des assistants sociaux, nous devons être à l'écoute des personnes.

de son habitat, ma collègue Fouzia et moi avons tout mis en œuvre pour la tirer de ce mauvais pas et lui obtenir un habitat correct. Nous avons le sentiment d'avoir fait quelque chose de bien. Nous avons également agi pour le bien des enfants, qui pourront ainsi suivre plus sereinement leur scolarité. Nous avons fait comprendre à cette dame qu'elle avait intérêt à travailler son français pour être en mesure d'occuper un emploi. À cet égard, j'essaierai de l'aider à en trouver un grâce à mes contacts avec un grand groupe de distribution. C'est ma manière d'encourager l'intégration dans notre pays ».

C'est important que les gens sachent que la brigade locale de protection de la famille est là pour eux, y compris en dehors des procédures, pour se confier et se sentir plus forts, car nous leur rappelons quels sont leurs droits. Lorsque j'ai auditionné le fils de Madame X dans le cadre de la procédure et que je lui ai posé la question : « Que ferais-tu si tu avais une baguette magique ? », il m'a répondu : « Je voudrais juste avoir une chambre ». Sa réponse m'a beaucoup touchée et j'ai compris que ses conditions de vie insalubres lui pesaient beaucoup. C'est pour cette raison que j'ai alerté le commandant Churlet, référent pour l'habitat indigne. C'est notre travail à tous les deux qui a permis de la sortir de là. Quant à la procédure judiciaire, mon travail a permis au final de placer le mari en détention provisoire durant l'instruction afin qu'il ne puisse plus l'approcher, au vu des nouvelles violences dont elle a été victime malgré le contrôle judiciaire.

Le commandant Churlet, chef du service de voie publique au commissariat de Saint-Denis, explique à son tour l'urgence qu'il a décelée dans la situation de Madame X : « Compte tenu de la conjonction entre le risque de voir son mari réapparaître et le caractère insalubre

« AU DÉPART, QUAND MADAME X ARRIVAIT AU COMMISSARIAT, ELLE GARDAIT LA TÊTE BAISSÉE, (...) NOUS LUI AVONS APPRIS À SE REDRESSER, À S'AFFIRMER. »